.

MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Le collectif de médecins soussignés, médecins transplanteurs et au-delà lance un appel au Président de la République française et au gouvernement sur les pratiques inacceptables de commercialisation d'organes.

En prélevant un organe sain sur un donneur, le don d'organe est un acte fondamental de partage. A ce titre il ne devrait répondre qu'à des critères altruistes et solidaires dont toute notion pécuniaire serait bannie. Pourtant la pénurie actuelle met à mal ce principe et livre l'échange d'organes aux lois mercantiles de l'offre et de la demande. La demande dépassant largement l'offre légale (donneurs cadavériques-en mort encéphalique- ou vivants), un marché parallèle impliquant des organisations criminelles s'est mis en place. Ces organisations témoignent du risque majeur que nous devons appréhender, compte tenu des besoins d'organes nécessaires pour répondre à un réel problème de santé publique.
Nous avons connaissance de réseaux de trafic d'organes dans certains pays avec propositions de vente publiées dans les journaux et certains états sont devenus de véritables "plaques tournantes" de ce commerce d'organes. Ce marché est alimenté par des personnes démunies qui proposent un de leurs organes, des victimes non consentantes ou encore des détenus condamnés à mort.
Dans certains pays, cette activité prend une dimension officielle. **La communauté scientifique internationale s'insurge contre cette commercialisation d'organes prélevés dans de telles conditions.**
Les preuves sont là pour établir la réalité de ce qu'il faut considérer comme la pire des exploitations. Le trafic illicite d'organes humains constitue à nos yeux, une véritable violation des droits fondamentaux de l'homme.
L'inexistence ou le laxisme de certaines législations sur le don d'organes encouragent leur commercialisation et le tourisme des transplantations.

Les signataires s'adressent directement à vous, Monsieur le Président de la République, qui allez présider aux destinées de l'union européenne à compter du …. pour que leur interpellation aboutisse à la mise en place **d'une commission d'enquête européenne** visant à renforcer la coopération internationale en vue de prévenir et de combattre de telles pratiques.
L'éthique de la transplantation d'organe doit s'inscrire dans une pratique universelle de la médecine.
Il va de soi qu'ils tiennent à votre disposition les preuves de ce que l'on peut d'ores et déjà qualifier de lourdes présomptions et s'en remettent à vous pour que la Commission Européenne interroge les responsables sur ces pratiques

Ils vous prient de croire, Monsieur le Président de la République à leur respectueuse considération.

NOM : Prénom :
CHU :
Titre :
Signature : à ……. ….le ……..

Courrier : Professeur F. NAVARRO
Service Médico-Chirurgical des Maladies de l'Appareil Digestif et Transplantation Hépatique - Pôle Chirurgical
Hôpital Saint Eloi
80 avenue Augustin Fliche
34295 MONTPELLIER Cedex 5
f-navarro@chu-montpellier.fr